

Après les marches pour le climat, chacun cherche son mode d'action

Ces jeunes ont été propulsés dans le militantisme avant même leurs 18 ans, lors des premières mobilisations pour le climat, il y a dix ans. Désobéissance civile, bifurcation, lobbying de l'intérieur... Comment poursuivent-ils la lutte ?



Lors d'une manifestation à Toulouse, le 6 novembre 2021, à l'occasion de l'ouverture de la COP26, à Glasgow, en Ecosse. ALAIN PITTON/NURPHOTO VIA AFP

En février, du côté de Toulouse. Marchant sous la pluie, Marie Chureau, 22 ans, enregistre une vidéo pour la diffuser sur son Instagram : « On est sur le tracé de l'A69, décrit-elle, essoufflée. Y'a Greta [Thunberg] qui est juste derrière. C'est important de soutenir cet endroit, on est en train de construire une autoroute qui va défoncer 400 hectares de terres fertiles, c'est absolument honteux. » Comme beaucoup de participants aux marches pour le climat, la jeune femme a suivi un cheminement militant accéléré avant de se retrouver sous les gaz lacrymogènes de cette zone à défendre (ZAD).

Tout commence alors qu'elle est en terminale à Laval, en Mayenne. Inspirée par la « grève pour le climat » de Greta Thunberg, Marie Chureau coorganise dans sa ville la marche du 15 mars 2019, déclarée Journée mondiale de grève scolaire pour le climat. « On a fait sortir quasiment tous les lycéens dans la rue, les profs nous soutenaient, c'était hallucinant », se souvient-elle. A Paris, Emmanuel Macron encourage les jeunes, des ministres se joignent au cortège. « C'était puissant, on avait l'impression qu'on allait changer le monde, poursuit-elle. Les marches ont servi à politiser plein de gens. »

Mais assez vite, le mouvement de masse retombe, chacun suivant une trajectoire indexée sur son niveau de politisation. « Une bonne partie des participants a considéré que l'objectif avait été rempli, puisque l'écologie était devenue une question politique », décrit Maxime Gaborit, chargé de cours à Sciences Po et membre du collectif de sociologues Quantité critique. D'autres personnes, qui se reconnaissent dans des mobilisations de gauche, sont parties prêter main-forte aux « gilets jaunes », aux féministes ou au mouvement Black Lives Matter. « Quant aux jeunes au cœur du mouvement, ils visaient une transformation substantielle de la politique climatique de la France, qui n'a pas eu lieu, complète le chercheur. Eux ont connu le désarroi et cherché d'autres formes d'actions. »

Chez les plus politisés, l'une des trajectoires mène vers la désobéissance civile, notamment par l'entremise d'Extinction Rebellion, le mouvement importé du Royaume-Uni, qui bloque des places et des ponts. C'est ainsi que, six mois après sa première manifestation, Marie Chureau participe au blocage d'un centre commercial puis des locaux parisiens du gestionnaire d'actifs américain BlackRock. « Ces jeunes expérimentent les choses en politique d'une façon assez accélérée, analyse Manuel Cervera-

Marzal, sociologue à l'université de Liège et auteur de l'essai *Résister* (10/18, 2022). En 2015, il y a eu les attentats de Paris puis la COP21. Ensuite, les marches pour le climat, le Covid-19, les rapports du GIEC qui tombent tous les ans... C'est une génération de l'urgence permanente, avec des trajectoires de politisation très rapides. » Et des actions qui vont de jet de peinture sur des œuvres au sabotage de sites du cimentier Lafarge. « Certains d'entre eux perçoivent la situation comme une accélération vers la catastrophe, vers l'effondrement, expose le sociologue. Ils se sentent le droit de faire des choses que leurs aînés ne faisaient pas. »

Autre changement dans l'ambiance générale : la répression policière et judiciaire. « Les premières marches pour le climat étaient relativement préservées de la répression, poursuit Manuel Cervera-Marzal. Mais, finalement, le gazage, les nasses ou la BRAV-M [brigade de répression de l'action violente, qui se déplace à moto] n'ont pas épargné les activistes de l'environnement. » Ces usages de la force ont eu un effet ambivalent, éloignant certains jeunes de l'activisme mais renforçant la détermination des autres. « Ça a été violent, d'exiger des choses qui nous semblaient justes et de se prendre des gaz lacrymos ou des tirs à Sainte-Soline [dans les Deux-Sèvres où, en mars 2023, une manifestation interdite contre le projet de mégabassine a tourné à l'affrontement]. Ça nous a fait grandir très vite », se souvient Marie Chureau.

Tout un rapport au monde

Pour ces militants restés dans la lutte, c'est tout un rapport au monde, à l'économie, aux questions sociales, qui prend une couleur nouvelle. « Je vois beaucoup plus comment fonctionne le système politique, analyse l'étudiante à Sciences Po Paris. Le problème vient du système capitaliste, avec certains qui s'enrichissent sur la vie des autres et de la planète. Ils n'ont aucun intérêt à ce que les choses changent. » Elle a eu « le déclic » en allant défendre les jardins ouvriers d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), menacés par des travaux liés aux Jeux olympiques. « Avant, je me battais pour des combats abstraits, je pensais à l'ours polaire sur sa banquise et je pouvais me sentir démunie. Mais là ce sont des jardins magnifiques, dans un quartier populaire, et j'avais le pouvoir de les protéger ! C'est plus concret, plus social aussi. »

S'investir dans des luttes locales est également une façon de remporter des victoires, certes ponctuelles, mais qui rallument la motivation. « On observe beaucoup de circulation

« Faire tomber les barrières, avancer ensemble, c'était au cœur de l'esprit du mouvement climat »

LÉA FALCO

du collectif Pour un réveil écologique

militante, de multi-appartenances, décrit Lucien Thabourey, du Centre d'études européennes et de politique comparée (CEE) de Sciences Po. Les jeunes passent de l'idée que le problème vient du manque d'informations sur l'environnement à l'idée que des intérêts économiques verrouillent l'ensemble du système. »

Certains, parmi ces militants antisystème, contribueront à formaliser le mouvement des Soulèvements de la Terre, début 2021. Léna Lazare, 25 ans, coorganisatrice des marches pour le climat à Paris, fait partie du noyau dur. « On a tous beaucoup réfléchi pendant le Covid, on avait envie de soutenir la transition agricole depuis le mouvement climat », raconte-t-elle. Elle-même a depuis « bifurqué », abandonnant ses études de physique pour un apprentissage en agriculture bio.

Rentrer chez soi, militer ailleurs, désobéir, bifurquer... Ces trajectoires n'épuisent pas le champ des possibles pour les anciens des marches pour le climat. Une bonne partie a aussi choisi de convaincre plutôt que contraindre. En donnant des conférences et en écrivant des livres, comme Camille Etienne, 25 ans. Ou en changeant les choses de l'intérieur, à l'image de Léa Falco, 25 ans elle aussi. Co-initiatrice en 2018 du « Manifeste pour un réveil écologique », signé par plus de 30 000 étudiants de grandes écoles, elle met la pression sur les entreprises afin qu'elles alignent leurs activités sur les accords de Paris. « Nous, les jeunes du mouvement climat, sommes des privilégiés, largement issus de CSP+. Nos postes professionnels nous donnent l'impression de pouvoir servir à quelque chose. Pour que le système change, certains doivent rester à l'intérieur », estime-t-elle.

Tout en préparant sa thèse, la jeune femme travaille à concevoir la formation des agents publics à la question environnementale. « Faire tomber les barrières, avancer ensemble, c'était au cœur de l'esprit du mouvement

climat », poursuit l'autrice de *Faire écologie ensemble* (Rue de l'Échiquier, 2023).

Maxime Ollivier, du haut de ses 27 ans, ferait presque figure d'« ancien » de ce mouvement. Des manifestations, il est passé à l'activisme politique en co-organisant la Primaire populaire de janvier 2022 (vote pour désigner un candidat commun de gauche à l'élection présidentielle), et il vient de sortir *Vivre avec l'écologie* (Actes Sud, 64 pages, 10,80 euros), sur l'éco-anxiété. Sans oublier la désobéissance civile, contre un entrepôt Amazon ou l'aéroport d'Orly. « Ma constante, c'est de renouveler le mode d'action. Mais que peut-on faire de plus que bloquer une piste d'aéroport ? » Pour le moment, il répond avec le théâtre et la danse « pour toucher les gens par les émotions ».

« Dissonance cognitive »

Côté finances, il vit du RSA et de l'aide de ses parents. « En France, la possibilité de toucher le RSA ou le chômage permet de pousser l'activisme jusqu'à 25 ou 26 ans, note Lucien Thabourey, du CEE de Sciences Po. Une fois qu'il faut élever des enfants ou expliquer à un patron qu'on risque une garde à vue, cette « disponibilité biographique » disparaît. »

Le choix de la raison, Marine Le Lan, 24 ans, l'a fait à la sortie de son école de commerce, en intégrant une banque d'investissement. « J'ai le soutien de mon boss pour pousser le sujet de l'écologie, apprécie-t-elle. Mais j'ai parfois l'impression de mettre un pansement sur un trou béant. » Tirillée, elle se dit tentée par la désobéissance civile, s'interroge sur le bien-fondé du sabotage, fait du woofing... « Je suis clairement en dissonance cognitive », dit-elle.

Pour ces jeunes politisés à toute vitesse, la révolution a aussi lieu dans les têtes et les cœurs : s'éloigner ou non des amis qui partent en week-end en avion ? Céder ou non à l'écoanxiété ? Autre risque pour leur santé mentale : le « burn-out militant ». Antoine Soulas n'est « pas passé loin » lorsqu'il coorganisait les marches pour le climat à Paris, en 2019. « Ça m'a fait un bien fou, plus tard, de partir étudier à Rennes ; j'avais besoin de couper sans me sentir jugé. Et puis, je n'arrive plus à être dans le déni du fait que nos actions ne marchent pas. » A 27 ans, il prend aujourd'hui le temps de « cultiver une harmonie intérieure », entre thèse de physique, soirées techno et « une heure par jour de tai-chi et de méditation ». Mais son engagement a laissé des traces, indélébiles. « Je suis prêt à tout donner pour que la Terre arrête de mourir. » ■

HÉLÈNE SEINGIER